CICR

Alors que les lignes de front se sont déplacées vers l'ouest de la ville de **Goma**, dans la province du **Nord-Kivu**, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Croix-Rouge de la **République Démocratique** du **Congo** redoublent d'efforts pour venir en aide aux personnes déplacées et aux blessés.

« Les informations qui nous parviennent des régions situées à l'ouest, au sud-ouest et au nord de Goma sont inquiétantes », a déclaré Franz Rauchenstein, chef de la délégation du CICR en République Démocratique du Congo (RDC). « Dès hier, une de nos équipes s'est rendue à Sake, à l'ouest de Goma, pour la première fois depuis les événements. Nous sommes allés au camp de Nzulo, près de Mugunga, entre Sake et Goma, où les personnes déplacées lors des combats de Sake avaient trouvé refuge. Notre équipe a constaté que les déplacés avaient pratiquement déserté le site pour retourner à Sake, et qu'ils avaient besoin d'aide, en particulier lorsque leurs maisons avaient été pillées ou détruites pendant les affrontements. Ils n'ont pratiquement pas de vivres et n'ont pas accès à leurs champs. » Une autre équipe est en route pour Minova, au Sud-Kivu, où un afflux de blessés, pour la plupart militaires, a été signalé. Le CICR suit également de près la situation des populations civiles dans les régions de Masisi et de Rutshuru, qui ont été le théâtre d'affrontements ces derniers jours.

Pour pouvoir se rendre dans les zones de combat, le CICR s'efforce de maintenir le contact avec toutes les parties au conflit dans les Kivu. « Sans l'engagement des parties au conflit de favoriser notre action, nous ne pouvons nous rendre auprès de ceux qui ont besoin d'une évacuation médicale d'urgence ou qui ont été arrêtés », explique Frédéric Boyer, chef de la sous-délégation de Goma. « Les populations résidentes et déplacées doivent être respectées et protégées par les parties au conflit. Elles sont en droit de recevoir une aide rapide répondant à leurs besoins vitaux », insiste-t-il.

Le personnel et les infrastructures médicales, déjà mis à mal par des années de conflit, doivent

être protégés. « C'est une période très difficile pour le personnel médical. Toutes les parties au conflit doivent faire en sorte qu'il puisse travailler sans entrave et en toute sécurité », ajoute M. Boyer.

Soins aux blessés et aux malades

À l'hôpital N'Dosho de Goma, l'équipe chirurgicale déployée par le CICR il y a deux semaines a pu opérer, depuis le 17 novembre, une trentaine de personnes, en majorité des civils, parmi lesquels deux femmes et deux mineurs. « Le manque de personnel, de matériel et de locaux ne permettent pas une prise en charge rapide de ces personnes. De fait, un seul anesthésiste assure les opérations 24 heures sur 24, 7 jours sur 7», explique M. Boyer. Pour pallier ce manque de personnel, le CICR a envoyé un autre anesthésiste à N'Dosho et a recruté du personnel congolais pour renforcer les équipes travaillant dans le bloc opératoire. Par mesure d'hygiène lors des opérations chirurgicales, le CICR a raccordé le bloc opératoire à l'eau courante. Pour le reste de l'hôpital, il achemine quotidiennement de l'eau par camion.

À l'hôpital militaire Katindo, à Goma, près de 50 patients attendent également d'être soignés. « Certains nécessitent une intervention chirurgicale d'urgence pour survivre à leurs blessures, explique M. Boyer. Une seconde équipe chirurgicale du CICR devrait arriver prochainement à Goma pour soutenir le personnel de l'hôpital Katindo et traiter au plus vite ces dizaines de blessés. »

À Bukavu, dans la Province du Sud-Kivu, près de 45 nouveaux blessés de guerre présentant des blessures graves sont arrivés à l'hôpital militaire, où la capacité d'accueil n'est que de 35 lits. Ils viennent s'ajouter à la centaine de patients présentant des blessures mineures, qui ont été installés dans le camp militaire de Saio, annexé à l'hôpital. Le CICR évalue actuellement la capacité de prise en charge des blessés les plus graves, en vue d'une possible intervention pour soutenir les structures médicales sur place.

Approvisionnement en eau et en électricité de plus de 500 000 personnes

La livraison d'eau potable par camion se poursuit à Goma, en particulier au centre de transit pour enfants Don Bosco (où 20 000 personnes déplacées ont trouvé refuge), au centre Notre Dame d'Afrique (accueillant 6 000 personnes déplacées), ainsi qu'aux hôpitaux N'Dosho et

Katindo. Certains jours, la quantité journalière fournie a presque atteint les 100 000 litres.

Grâce aux livraisons de carburant effectuées par le CICR depuis la semaine dernière pour alimenter les générateurs, suffisamment d'énergie a pu être produite pour assurer sans interruption la distribution d'eau à près de 500 000 personnes et fournir de l'électricité aux banques de sang, aux hôpitaux ainsi qu'aux services d'éclairage public. Depuis samedi dernier, trois techniciens de la Société Nationale d'Électricité (SNEL) réparent la ligne à haute tension qui alimente la ville de Goma. C'est le CICR qui a assuré leur transport depuis Bukavu jusqu'à Goma.

Assistance aux victimes de violences sexuelles

Le CICR rappelle à toutes les parties au conflit que le droit international humanitaire interdit les atteintes à l'intégrité de la personne et à la dignité humaine, y compris les actes de violence sexuelle commis à l'encontre de toute personne. Les parties au conflit ont l'obligation de prévenir et d'empêcher que de tels actes se produisent.

Le CICR a renforcé son appui à la maison d'écoute de la Croix-Rouge de la RDC, à Minova, qui accueille des victimes de violences, notamment sexuelles, leur offre un soutien psychosocial et les oriente vers le centre de santé afin qu'elles reçoivent, si besoin est, des soins médicaux consécutifs au viol qu'elles ont subi.

Au cours des dix derniers jours, le CICR a également :

- poursuivi ses démarches afin de rendre visite aux personnes arrêtées à Goma ;
- enregistré 169 enfants séparés de leur famille et réuni 15 enfants avec leur famille (à Goma et à Bukavu), en coopération avec la Croix-Rouge de la RDC ;
- distribué du matériel de couchage (160 nattes, 35 matelas et 10 lits de camp) au camp militaire de Saio, à Bukavu, pour faire face à l'afflux de blessés ;
- soutenu l'action de la Société nationale, dont les volontaires continuent d'enlever et d'inhumer les dépouilles mortelles. À ce jour, plus de 90 corps ont ainsi pu être collectés, parmi lesquels 35 dans le territoire de Rutshuru.